ELECTIONS LEGISLATIVES de MARS 1967

Citoyennes, Citoyens,

Il est de mon devoir, au début de cette profession de foi, de stigmatiser l'acte de stupéfiante et intolérable dissidence accompli par Jean LASSERE. N'ayant pas été et ne pouvant, en aucune manière, être investi, il s'est travesti. En cette période de carnaval cet ancien S. F. I. O. s'est déguisé en socialiste indépendant. Son supporter, le Sénateur SURAN en a fait autant.

Le comble c'est que, contraints de quitter leur parti ils ont l'audace de prétendre que c'est en accord avec lui qu'ils en sont sortis. Ils agissent comme quelqu'un qui chassé à coups de bâtons d'une maison, prétendrait n'y avoir reçu que des caresses.

Tous les républicains du Comminges voteront contre le candidat de l'indiscipline. Ils voteront pour le candidat de la discipline et de l'Union.

Citoyennes, Citoyens,

A un Député sortant on est en droit de demander quelles ont été ses activités parlementaires. Je crois, sans fausse modestie, pourvoir déclarer que je suis du nombre des Députés qui se sont efforcés d'accomplir pleinement leur tâche.

Tous les moyens d'action, je les ai employés. Multiples sont les propositions de lois, les questions écrites et orales insérées au Journal Officiel ; multiples sont mes interventions à la tribune sur l'agriculture, les questions économiques et sociales, sur les anciens combattants, sur les rapatriés. C'est moi qui ai, par mes demandes d'interpellation, provoqué, sur la réforme de l'Enseignement les trois grands débats qui ont fait honneur à l'Assemblée et auxquels j'ai pris une large part. Joindre l'idéalisme au pragmatisme, la culture à la technique, en un mot humaniser, tel a été mon but d'hier tel sera mon but de demain, tel devra être le but essentiel de la prochaine Assemblée.

Humaniser le travail, humaniser les institutions, humaniser le monde en vue de la Paix définitive, voilà le programme qu'elle doit se tracer.

L'AGRICULTURE. — D'abord, humaniser le travail agricole. Bien moins que jadis, mais plus que tout autre pays, le nôtre est encore à vocation agricole. Sauver l'agriculture, c'est sauver la France.

Le paysan, en effet, n'incarne-t-il pas la France éternelle et toutes les valeurs auxquelles nous sommes attachés ? Certes deux lois d'orientation à lointaine échéance ont été votées, des réformes de structure et bien d'autres mesures ont été étudiées. Mais on a fait la sourde oreille à ce que, avec d'autres collègues j'ai dit et redit : A tout prix il faut sauver la propriété familiale, il faut lui donner l'aide qui lui est indispensable pour aboutir à plus de technicité, de productivité, de rentabilité.

Il faut faciliter l'accession à la propriété aux jeunes qui veulent travailler en leur fournissant les crédits nécessaires pour l'achat de terres, pour l'outillage et aussi pour leur installation en améliorant la loi sur l'habitat rural, en modifiant en leur faveur la loi sur l'élevage ; en élargissant l'attribution de l'indemnité viagère de départ des vieux exploitants. Il faut mettre un terme à l'instabilité, aux soubresauts intolérables des prix, en rétablissant **l'indexation** seule capable de réaliser la parité de l'agriculture avec les autres activités professionnelles.

Il faut, d'autre part, augmenter les crédits budgétaires de l'électrification rurale, de l'adduction d'eau, de la voirie départementale et communale.

ARTISANAT, COMMERCE, INDUSTRIE. — Nous demanderons, pour l'artisanat : l'adaptation de ses entreprises aux exigences de l'économie moderne par octroi de crédits faciles et à bon marché ;

Pour le commerce et l'industrie le report d'application et la modification profonde de la loi du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, qui aggrave, qui double souvent la charge fiscale et la refonte des ordonnances et des circulaires relatives aux prix.

FINANCES ET ECONOMIE. — Toutes ces activités demandent l'instauration d'une véritable démocratie économique par l'amélioration technique de la conception, de l'élaboration et du contrôle du plan.

Ecrasées d'impôts elles réclament toutes une réforme financière. La meilleure serait l'instauration de l'impôt unique sur les produits énergétiques. En l'attendant, commençons par libérer les contribuables modestes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qu'on vient de leur infliger, en abaissant considérablement la base et en se fondant sur des forfaits scandaleusement augmentés.

SECURITE SOCIALE. — Avec de mauvaises finances, on ne peut avoir qu'une mauvaise sécurité sociale. Le déficit prévisible de celle-ci pour 1967 sera de l'ordre de : 1.220 millions de francs. Il faut réformer complètement le système.

Bien d'autres réformes s'imposent dans le domaine social. La plus importante, la plus urgente, c'est **de fixer à 60 ans, au lieu de 65, l'âge de la retraite et de l'allocation vieillesse.**

OUVRIERS. — Aux ouvriers nous disons : nous voulons améliorer votre situation matérielle non en

préconisant des projets fallacieux repoussés par les Syndicats mais en donnant satisfaction, dans la sauvegarde ; de la liberté d'entreprise, à vos deux désirs fondamentaux, qui sont l'augmentation du niveau de vie et la sécurité de l'emploi.

FONCTIONNAIRES, RETRAITÉS, EMPLOYÉS des SERVICES PUBLICS, beaucoup de promesses vous ont été faites. Il est temps qu'elles soient réalisées.

ANCIENS COMBATTANTS, prisonniers, veuves et ascendants de guerre, S.T.O. qui pourrait mieux défendre vos intérêts que votre Ancien Ministre qui, blessé de multiples fois sur le champ de bataille, a plaidé pour le respect du rapport Constant et a contribué largement à faire rétablir la retraite du combattant, et qui réclame la carte du combattant pour tous ceux qui, même durant la guerre d'Algérie, l'ont méritée.

RAPATRIES. — Vous êtes les grands sacrifiés. Comme les autres Français sinistrés des deux guerres, vous auriez dû récupérer tous vos biens spoliés et volés. Cette indemnisation, pleine et entière, je suis de ceux qui n'ont cessé de la réclamer. Vos chefs m'en ont remercié et félicité. Nous continuerons la lutte et nous triompherons.

INSTITUTIONS. — Dans le domaine des institutions et des libertés, nous voulons l'application de la Constitution,dans l'équilibre des pouvoirs, l'instauration d'un gouvernement de législature, le respect de la légalité républicaine et de l'indépendance de la justice, l'objectivité de l'information par des garanties d'indépendance de la télévision française.

Le moment est venu de réaliser l'Europe économique, politique et même militaire qui, tout en laissant à chaque nation sa personnalité et ses institutions, aura elle-même des institutions supra-nationales.

Une réforme démocratique de l'Education Nationale s'impose. Il faut proportionner les crédits des bourses à l'augmentation du nombre de candidats ; augmenter considérablement les capacités d'accès de l'enseignement technique ; revaloriser la fonction enseignante ; mettre à la charge de l'Etat la totalité des frais de ramassage ; mettre un terme à la fermeture des écoles. J'ai trois fois interpellé le Gouvernement. Je n'aurai de cesse que lorsque l'Education Nationale sera vraiment la priorité des priorités.

Citoyennes, Citoyens,

Le caractère national qui s'attache au mandat de Député ne m'a jamais fait perdre de vue les besoins du Comminges, et la place que vous désirez vivement lui voir attribuer dans un monde en expansion.

Hélas ! Il est loin de l'avoir ! Pourquoi ? Parce qu'on lui refuse les moyens financiers de l'obtenir. Alors que tant d'argent est engouffré dans des dépenses de réception, de voyages, de prestige, dans la force de frappe atomique et dans l'aide à des pays qui ne nous retournent pas leur reconnaissance, des régions entières de la France restent sous-équipées et sous-développées.

C'est intolérable. Et l'une des raisons pour lesquelles j'ai voté contre le Ve Plan, c'est qu'il n'y a rien de concret, de précis, de chiffré pour raviver des régions comme la nôtre.

Pour notre Comminges, c'est l'industrialisation ou la mort. Impossible à une de nos petites ou moyennes propriétés de prospérer ou souvent même de subsister, si le paysan qui l'exploite ou un membre de sa famille n'y apporte pas un salaire acquis dans une entreprise voisine.

D'autre part, j'ai dit et redit et je redirai aux autorités compétentes : « Ouvrez à cette région, comme vous le faites pour d'autres, vos caisses de crédit, vous l'enrichirez tout en enrichissant l'Etat : thermalisme, tourisme, stations de plein air, constructions de maisons pour vacanciers, prendront une importance considérable ».

Et des foules de plus en plus nombreuses viendront admirer des villas, des villages antiques et une capitale gallo-romaine dont la résurrection pourra être poussée à fond, et jouir du spectacle de prestigieux monuments moyennâgeux dont le joyau, la cathédrale de Saint-Bertrand de Comminges attirera autant de visiteurs que le Mont Saint-Michel.

Citoyennes, Citoyens,

Vous voterez pour celui qui, étant sans cesse en contact avec vous, met à votre service l'autorité que lui confère une longue carrière parlementaire et ministérielle, et qui, en ce moment, avec son idéal et sa franchise de toujours, personnifie l'union étroite et profonde de tous les Républicains.

Entre gens francs et loyaux, nous nous entendrons toujours.

En avant donc, tous aux urnes...

Pas d'abstentions !

VIVE LE COMMINGES !

VIVE LA REPUBLIQUE !

VIVE LA FRANCE !

Hippolyte DUCOS

Député sortant Radical-Socialiste

CANDIDAT DE LA FÉDÉRATION DÉMOCRATE ET SOCIALISTE
et de Défense agricole et de Défense des contribuables

Remplaçant éventuel :

Armand de Bertrand PIBRAC

IMPRIMERIE VANIN – St GAUDENS